

POUR DIFFUSION – 8 juillet 2025



Une première au Québec : Un projet de mine de graphite à ciel ouvert en zone de villégiature fera l'objet d'un référendum dans cinq municipalités de l'Outaouais. Le Comité du Non lance sa campagne : « Le 31 août je vote NON »

Dénonçant depuis six ans l'incompatibilité du projet minier La Loutre avec les richesses naturelles, économiques et touristiques de l'Outaouais, le Regroupement de protection des Lacs de la Petite-Nation (RPLPN) lance une campagne de mobilisation citoyenne en vue des référendums qui se tiendront simultanément le 31 août prochain dans les municipalités de Duhamel, Lac des plages, Lac Simon, Chénéville, et Saint-Émile de Suffolk.

Supporté par le groupe des 100 gens d'affaires de la Petite-Nation contre le projet minier, le RPLPN s'appuie sur l'engagement du gouvernement du Québec de ne pas autoriser de projet minier sans acceptabilité sociale, et entend démontrer démocratiquement la forte opposition citoyenne au projet.

Le projet la Loutre, ayant comme principal commanditaire le Département de la Défense Américaine, et qualifié par le promoteur Lomiko Metals Inc., de 7^{ème} plus grand projet de mine de graphite en développement au monde, est situé au cœur de la région touristique de l'Outaouais.

Le RPLPN et ses partenaires dénoncent l'incompatibilité de ce projet avec l'identité de la région et amorcent une campagne pour faire connaître les impacts de ce projet minier sur la qualité de l'eau, la santé publique, la qualité de vie, le statut touristique de la région ainsi que les risques économiques liés à la dévaluation des propriétés et aux fluctuations volatiles du prix mondial du graphite.

Situé à moins de deux heures de Montréal et Ottawa, l'emplacement de ce projet minier est projeté aux abords du Lac Doré, un lac habité et à proximité de la SEPAQ du Lac Simon qui est fréquentée à chaque année par plus de 250,000 visiteurs. Étant positionnée au sommet de deux bassins versants qui alimentent tout le réseau hydrique de la Petite-Nation, la mine pose des risques de contamination importants. Les activités de la mine prévues 24h sur 24, les opérations de dynamitage et le trafic industriel des camions lourds à proximité des lacs sont jugés incompatibles avec la qualité de vie de la région et à son rayonnement touristique,

en plus de représenter des risques pour sa riche biodiversité et pour la santé publique.

Les citoyens des 5 municipalités auront donc l'occasion unique de faire connaître leur opinion dans le cadre d'un référendum sur ce projet. Le Regroupement de protection des lacs de la Petite-Nation invite les citoyen(ne)s à s'assurer d'être enregistrés sur la liste électorale et à voter NON en grand nombre pour passer un message clair aux décideurs politiques et aux investisseurs.

Le Regroupement souhaite aussi que la direction de Lomiko Metals Inc., dont la devise est « Les gens d'abord », ne se cache pas et soit présente dans la communauté pour défendre son projet.

Citations :

« Nous le disons depuis maintenant plus de six ans, ce projet est totalement incompatible avec ce que nous sommes et voulons être comme région. C'est notre environnement, notre qualité de vie, notre santé, nos lacs, nos forêts, nos routes, nos maisons, notre économie durable – notre avenir – qui sont en jeu. On invite les citoyens à voter massivement NON à la prise de contrôle de notre région par l'industrie minière », Louis St-Hilaire, Président du Regroupement de Protection des lacs de la Petite-Nation, Porte-parole de la Coalition QLAIM .

« L'arrivée de ce gigantesque projet minier bousculerait complètement l'équilibre de l'économie de la région qui repose sur un développement harmonieux de ses très riches ressources naturelles que sont l'eau et la forêt et comporte beaucoup trop de risques. Nous y sommes totalement opposés », Geneviève Gagnon, Présidente Groupe Gagnon, Évolution Structures, Porte-parole des gens d'affaires de la Petite-Nation contre le projet la Loutre.

« — 33 — »

Source : [Regroupement de protection des lacs de la Petite-Nation](#)

Pour information :

- Louis St-Hilaire, Président du Regroupement de protection des lacs de la Petite-Nation, sthilairelouis@gmail.com 514-591-9167
- Geneviève Gagnon, Présidente Groupe Gagnon, Évolution Structures, Porte-parole des gens d'affaires de la Petite-Nation contre le projet la Loutre, ggagnon@gagnonlgq.com 514-244-5622
- www.nonalaloutre.com